



**Günter Wilhelms, Helge Wulsdorf: On insecurities, practical constraints and social debates. Tracing crisis scenarios of politics and economy**

Changing crisis scenarios have shaped the social debate since 2007: Experts and politicians take ever new approaches in their struggle for sustainable solutions. Citizens, however, are losing faith in both the state capacity and the power of the market. The amount of prevailing problems and the extent of uncertainty are pushing a core question of democratic societies to the forefront: Does the many-voiced proclamation of crisis provide an opportunity for politics to regain its genuine power and responsibility or will everything be determined by practical constraints only? The following contribution explores this question from a view point of social ethics. What impact does 'crisis' as a category of interpretation have on our ways of dealing with societal problems? Is the growing uncertainty detrimental to democracy or do we need to expand the public debates?

**Tim Krieger: It won't work without an international regulatory framework. On the relationship between market and state in view of the financial crisis**

As the state appears to be driven by the markets, the European financial crisis calls for the discussion of the relationship between politics and economy. This article, however, argues differently: The primacy of politics is not lost; rather, today's crisis-ridden developments have been preceded by deliberate political decisions. The underlying reason for today's crisis is the attempt to act against the competitive forces out of political opportunism, instead of allowing the markets to work for the common good.

**Mathias Erlei: The crisis on the financial market and the sovereign debt crisis. Differentiation, causes and possible ways out**

The article explores the causes of the crises of the past years and addresses ways of meeting those challenges. The financial and the economic crises were caused by too expansive courses of monetary policy, trying to delay unpleasant processes of economic assimilation. In contrast, the sovereign debt crisis of Greece and other Euro-countries can be traced to a long-term adaption to excessive government budget deficits. One thing is true, however, for all of these crises: Further delays of the necessary structural adjustment are hardly possible; their negative and painful side effects are long since inescapable.

**Brigitta Herrmann: Finance market and debt crisis from an economic point of view. The different stakeholders' understandings of the problem, goals and scopes of action**

After introducing her concept of ethical economics, the author traces the causes and dramatic history of the crisis of the financial market. In doing so, she addresses systematic false incentives, which intensified the crisis: starting with the sales dependent income of bankers and stockbrokers, to illusory estimates of rating agencies to growth reducing mandatory spending caps for those European countries which are most affected. The author argues that a common understanding of the leading values and goals is a crucial element of finding a reasonable way out of the crisis. A just financial market system must not deprive anyone from their human rights and has to serve people's ability to secure their own

living standard. The stakeholders' power to contribute varies on a national and international level, with political policy makers, private financial institutions and individual citizens. The article closes with concrete and partially controversial suggestions for each of those levels.

**"Eurobonds and bank unions are indispensable": Interview with Brigitte Unger on financial markets and real economy, on public debts and redistribution**

Who are the winners, who pays in the crisis of the financial markets and the rescue of the Euro? What about the varying interests on public debts? What would be changed by Eurobonds and bank unions? Why does resistance to both instruments persist? What connection is there between the losses of real income and worldwide flourishing financial markets? Raising these questions, academic economist from Utrecht and directress of the WSI (Institute for Economic and Social Sciences) in Düsseldorf, Brigitte Unger, seeks deeper insights into the Euro-crisis. She points out structural flaws in the system of European stability mechanisms as well as democratic deficits of the current crisis management. Her recommendations consider criteria of a just redistribution, a humane society and a concern for the next generation.



## Résumés

**Günter Wilhelms, Helge Wulsdorf: Sur des incertitudes, des contraintes objectives et des débats publics. Un dépistage des scénarios politiques et économiques de la crise**

Depuis 2007, le changement des scénarios de crise marque le débat public. A travers des approches toujours nouvelles, des experts et des politiques s'évertuent à trouver des solutions viables. Mais la confiance des citoyens dans la compétence des Etats aussi bien que dans les forces du marché a sensiblement baissé. Vu le nombre des problèmes sans réponse et la montée angoissante de sentiments d'incertitude, une question fondamentale se pose aux sociétés démocratiques: cette crise proclamée de toutes parts, recèle-t-elle la chance de restituer au politique le pouvoir et la responsabilité qui lui sont propres? Ou est-ce que ce sont les soi-disantes contraintes objectives qui vont régner à l'avenir? L'article examine cette question du point de vue de l'éthique sociale. De quelle manière la crise comme catégorie d'interprétation change-t-elle nos approches de certains problèmes de la société? L'incertitude croissante nuit-elle à la démocratie ou avons-nous besoin d'une extension des débats publics?

**Tim Krieger: Ça ne va pas aller sans un cadre de gouvernance internationale. Sur les rapports marché-Etat face à la crise financière**

Dans la crise financière européenne, on pose de plus en plus la question des rapports entre la politique et l'économie parce que l'Etat semble poussé par les marchés. L'argumentation de cet article est autre: le « primat » de la politique ne s'est pas perdu; car des décisions politiques délibérées ont précédé les évolutions de crise actuelles. Plus profondément, la raison de la crise

actuelle réside dans la tentative d'agir, par opportunité politique, contre les forces de la concurrence au lieu de

se servir des effets des marchés pour le bien de la communauté.

**Matthias Erlei: La crise des marchés financiers et la crise de la dette souveraine. Distinction, causes et issues possibles**

L'article examine les causes des crises des dernières années et décrit des pistes possibles en vue de les surmonter. La crise économique et financière résulte d'une politique monétaire trop expansive, dont, en fin de compte, l'objectif était de reporter des processus d'adaptation économique gênants. La crise de la dette souveraine de la Grèce et d'autres pays de la zone Euro est, par-contre, due au fait que ces pays se sont accoutumés depuis longtemps à des déficits budgétaires excédentaires. Quel que soit le type de crise, un nouveau report des mesures nécessaires d'adaptation structurelle n'est plus guère possible. Les effets négatifs et douloureux dont celles-ci sont accompagnées, sont depuis longtemps inévitables.

**Brigitte Herrmann: Marché financier et crise de la dette : le point de vue de l'éthique de l'économie. La vision du problème, les objectifs et les marges de manoeuvre des différents acteurs**

L'auteur présente d'abord le concept d'éthique économique choisi par elle pour esquisser ensuite l'histoire dramatique de la crise des marchés financiers. Elle dénonce les mauvaises incitations qui ont contribué à l'aggravation de la crise: la rémunération des banquiers selon le chiffre d'affaire, les évaluations erronées des agences de notation, l'austérité imposée aux pays européens le plus concernés qui a abouti à réduire la croissance. Pour trouver des issues raisonnables à la crise, il faut, selon Brigitta Herrmann, un consensus sur les valeurs et les objectifs qui devraient déterminer le chemin. Un système des marchés financiers

vraiment juste ne devrait priver personne de ses droits en tant qu'homme. Il devrait plutôt favoriser la capacité des hommes à assurer leur niveau de vie eux-mêmes. Le pouvoir d'y contribuer n'est pas le même pour les différents acteurs soit sur le plan national ou international, soit quand ceux-ci sont des décideurs politiques, des instituts de finance ou de simples citoyens. L'article se termine avec des propositions très concrètes et en partie controversées concernant chacun de ces niveaux d'action.

**« Les « eurobonds » et l'union bancaire sont indispensables ». Interview de Brigitte Unger sur les marchés financiers et l'économie réelle, sur la dette souveraine et la redistribution**

Qui sont les gagnants? Qui paie le compte de la crise des marchés financiers et du sauvetage de l'Euro? Que signifie l'énorme différence des intérêts au niveau de la dette souveraine? Qu'est-ce qu'y changeraient les « eurobonds » et l'union bancaire? Pourquoi les résistances contre ces deux instruments sont-elles toujours si fortes? Qu'ont à voir les pertes de salaire réelles avec le boom des marchés financiers sur le plan mondial? Partant de ce genre de questions, Brigitte Unger, économiste financière à Utrecht et directrice de l'Institut des Sciences Economiques et Sociales (WSI) à Düsseldorf, examine à fond les causes de la crise de l'Euro. Elle révèle les « défauts de tissage » dans les mécanismes européens de stabilité ainsi que les déficits démocratiques dans la gestion actuelle de la crise. Dans ses propositions, elle prend également en compte des critères tels que la redistribution juste, les exigences d'une société humaine et les intérêts des jeunes générations.